



**NATIONS UNIES
BURKINA FASO**



RAPPORT ANNUEL

2022

**NATIONS UNIES AU
BURKINA FASO**







RAPPORT ANNUEL 2022

NATIONS UNIES
BURKINA FASO



NATIONS UNIES
BURKINA FASO



TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS DU COORDONNATEUR RESIDENT PAR INTERIM	5
ÉQUIPE PAYS DES NATIONS UNIES AU BURKINA FASO	6
PARTENAIRES AU DÉVELOPPEMENT	7
APERÇU GÉNÉRAL DU BURKINA FASO	8
CHAPITRE 1 : CONTEXTE DE DÉVELOPPEMENT DU PAYS	9
1.1 Politique et institutions.....	9
1.2 Aperçu macroéconomique	9
1.3 Sécurité alimentaire.....	9
1.4 Environnement et changement climatique.....	9
1.5 Exclusion sociale	10
1.6 Paysage financier.....	10
CHAPITRE 2 : SOUTIEN DU SYSTÈME DE DÉVELOPPEMENT DES NATIONS UNIES AUX PRIORITÉS NATIONALES DE DÉVELOPPEMENT	11
2.1 Les quatre piliers du cadre de coopération	11
2.2 Aperçu des résultats du cadre de coopération	12
2.3 Aperçu financier et mobilisation des ressources.....	23
CHAPITRE 3 : PRIORITÉS DE L'ÉQUIPE PAYS DES NATIONS UNIES POUR L'ANNÉE 2023.....	27
LISTE DES ACRONYMES	28

AVANT-PROPOS DU COORDONNATEUR RESIDENT PAR INTERIM

L'année 2022 a marqué l'extension du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD) au Burkina Faso jusqu'à la fin de 2023. Cela pour permettre d'aligner ses interventions aux besoins urgents des populations les plus vulnérables et aux priorités du Plan d'action pour la stabilisation et le développement (PA-SD) en vue d'accompagner le pays dans cette période de Transition.

2022 a été également marqué au Burkina Faso par un changement politique au terme de deux coups d'état, une persistance de l'insécurité, une amélioration de la propagation de la COVID-19 et les conséquences de la guerre russo-ukrainienne. Les entités du Système des Nations Unies (agences, fonds et programmes) qui opèrent au Burkina Faso se sont investis aux côtés du Gouvernement, du secteur privé, des organisations non gouvernementales (ONG) et des organisations de la société civile pour renforcer les acquis sociaux et de développement et aussi parer aux urgences humanitaires dans un contexte socio-politique et sécuritaire délétère couplé au contexte régional et international difficile.

Sur le plan financier, le Système des Nations Unies au Burkina Faso (SNU-BF) a mobilisé en 2022, grâce aux bailleurs de fonds et ses ressources internes, environ **580** millions USD, soit environ **348** milliards de FCFA, avec un taux d'exécution financière de **61 %**, soit près de **355** millions USD dépensés (environ **213** milliards de FCFA).

Ces fonds ont permis de toucher des millions de personnes à travers des opérations de consolidation de la paix, de développement et de respect des normes et droits internationaux. Aussi, ont-ils permis de soutenir des engagements structurants tels que le renforcement de l'efficacité des institutions, l'amélioration de la sécurité nutritionnelle et alimentaire et l'éradication de la pauvreté multidimensionnelle ainsi que la promotion des politiques et des actions favorisant l'inclusion et la cohésion sociale.

Ce rapport annuel fait ressortir les résultats des actions mises en œuvre grâce au dévouement du personnel des Nations Unies au Burkina Faso et au soutien inestimable de l'ensemble de ses partenaires techniques et financiers (PTF), auxquels j'adresse mes plus vifs et sincères remerciements. Le SNU-BF est plus que jamais engagé à appuyer les priorités nationales, en collaboration avec le Gouvernement et toutes les parties prenantes pour un Burkina Faso en paix et résilient.

C'est dans cette optique que notre nouveau plan cadre de coopération qui est le Plan d'action Intérimaire des Nations Unies pour le développement durable du Burkina Faso (UNIDAP) 2023-2025 a été développé conjointement avec le Gouvernement et adopté en juin 2023. L'UNIDAP constitue l'offre des Nations Unies pour soutenir les priorités de la Transition et servir les populations, en particulier les plus vulnérables.

L'année 2023 jettera les bases pour une mise en œuvre effective de l'UNIDAP et la réalisation des résultats collectifs conjointement convenus entre les différentes agences du SNU-BF, les partenaires au développement, les partenaires humanitaires, la société civile et le Gouvernement.



Alain Akpadji,

Coordonateur Résident du SNU-BF
et Coordonateur Humanitaire p.i

ÉQUIPE PAYS DES NATIONS UNIES AU BURKINA FASO

Les Nations Unies sont présentes au Burkina Faso avec 34 agences. L'Équipe de pays des Nations Unies (UNCT) au Burkina Faso, présidée par le Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies, regroupe l'ensemble des représentants des Agences, Fonds et Programmes des Nations Unies ayant des opérations sur le territoire.

L'UNCT travaille en étroite collaboration avec le Gouvernement du Burkina Faso et d'autres partenaires au développement pour s'assurer que les différentes actions sont alignées sur les priorités nationales telles que déclinées dans le Plan national de développement économique et social (PNDES) 2021-2025 et le Plan d'action pour la stabilisation et le développement (PA-SD) 2023-2025.

La coopération avec le Burkina Faso est formalisée à travers un Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD) 2018-2023. Ce plan a pour mission fondamentale de contribuer à l'avancement dans l'atteinte des Objectifs de développement durable (ODD) au Burkina Faso ; ceci pour le bien-être des populations locales tout en veillant rigoureusement, à travers ses principes de **ne laisser personne de côté**, à la **prévention et gestion des risques** (politique et climatique), à la **promotion des droits humains**, au **développement du partenariat** et la **redevabilité** pour des résultats collectifs. Initialement conçu pour une phase de trois ans, il a fait l'objet d'une extension de 2 ans.

L'Équipe-pays des Nations Unies, à travers ses différentes agences, avec environ **1300** personnels

basés à Ouagadougou et dans les six régions de la Boucle du Mouhoun, du Centre-Nord, de l'Est, des Hauts Bassins, du Nord et du Sahel, dans lesquelles des bureaux intégrés ont été mis en place, et ses partenaires apportent un fort appui aux populations sur les plans du développement et de l'humanitaire.

L'UNCT a significativement développé la complémentarité et la synergie entre les interventions grâce à l'appui du Coordonnateur Résident et aux mécanismes de travail et de communication existants et le renforcement des capacités nationales et locales à travers leur engagement dans des approches inter piliers.

En 2022, le Système des Nations Unies au Burkina Faso a mobilisé des ressources et des partenaires pour la réalisation des objectifs interdépendants des trois piliers du **PNUAD**, qui servent de socle pour accompagner la mise en œuvre du Plan national de développement économique et social (PNDES) comme une première étape transitoire et nécessaire pour l'atteinte des ODD.

Ces partenaires sont principalement le Gouvernement Burkinabè, les différents ministères sectoriels et leurs démembrements au niveau central, régional, provincial et communal, et les organisations de la société civile nationales et internationales. A ceux-là s'ajoutent les partenaires techniques et financiers (PTF) tels que les institutions financières internationales (IFIs), les organismes régionaux, les missions diplomatiques et les bailleurs de fonds.

AGENCES DU SYSTÈME DES NATIONS UNIES AU BURKINA FASO



PARTENAIRES AU DÉVELOPPEMENT

	Allemagne		Inde		Pays-Bas
	Autriche		Irlande		République Tchèque
	Belgique		Italie		Suède
	Canada		Japon		Suisse
	Danemark		Luxembourg		Union Européenne
	Etats Unis		Norvège		
	France				

			Banque Mondiale	
			GLOBAL ENVIRONMENT FACILITY INVESTING IN OUR PLANET	
			USAID FROM THE AMERICAN PEOPLE	



APERÇU GÉNÉRAL DU BURKINA FASO

POPULATION



20 505 155 (51,7 % Femmes & 48,3 % Hommes)¹

Millieu urbain : 26,1 %

Millieu rural : 73,9 %

Espérance de vie² : 61,9 %

Femmes : 64 %

Hommes : 60 %

Taux de chômage (BIT) des 15 ans ou plus³ : 7,1 %

Femmes : 8,8 %

Hommes : 5,6 %

Indice de Développement Humain⁴ : 184^e/191

Taux de pauvreté⁵ : 40 %

ÉDUCATION

Taux brut de scolarisation au primaire⁶ : 85,8 %

Taux brut de scolarisation au secondaire⁷ : 21,6 %

Taux d'alphabétisation des 15 ans ou plus⁸ : 29,7 %

6 253 structures éducatives fermées⁹

23,88 % du nombre total des structures du pays affectant 1 076 155 élèves

48,62 % de filles et 31 594 enseignants

32,06 % de femmes

EAU ASSAINISSEMENT ET HYGIÈNE

Taux national d'accès à l'eau potable¹⁰ : 76,3 %

Taux national d'accès à l'assainissement¹¹ : 27,5 %

Accès à l'électricité : 55 %

SANTÉ

Taux brut de mortalité¹² : 9,2 ‰

8,5 ‰ Femmes

9,9 ‰ Hommes

Mortalité infantile¹³ : 55,9 ‰

Filles : 51,4 ‰

Garçons : 60,9 ‰

Mortalité maternelle¹⁴ :

222,9 pour 100 000 naissances

185,4 Urbain

231,4 Rural

ÉCONOMIE



PIB par habitant (\$ US courants)¹⁵ : 832,9

Croissance du PIB (annuel)¹⁶ : 2,5 % (2022)

Inflation, prix à la consommation (annuel)¹⁷ : 14,1 %

Principales exportations (2022)¹⁸ :

Or : 75,6 % ; Coton : 11,9 % ; Graines et fruits oléagineux : 2,8 %

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE & NUTRITION

Malnutrition aiguë sévère (MAS) : 179 252

Malnutrition aiguë modérée (MAM) : 519 775

Nombre d'enfants de 6-59 mois malnutris aigus ayant besoin d'un traitement : 699 027

Femmes enceintes ou allaitantes malnutries aigües ayant besoin d'un traitement : 163 000

Nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire : 3,5 millions (soit 16 % de la population totale).

1 Rapport national volontaire (2016-2022) du Burkina Faso

2 RGPH 2019

3 RGPH 2019 op cit

4 Rapport du Développement Humain 2021-2022 du PNUD

5 Rapport du Développement Humain 2021-2022 du PNUD op cit

6 Tableau de bord de l'enseignement primaire 2022

7 Tableau de bord des enseignements post-primaire et secondaire 2021-2022

8 Tableau de bord de l'enseignement primaire 2022

9 Rapport statistique mensuel de données de l'éducation en situation d'urgence du 31/12/22

10 Annuaire statistique de l'eau et de l'assainissement, 2021

11 Annuaire statistique de l'eau et de l'assainissement, 2021 ; Rapport de performance annuelle 2022 du CSD-EEA

12 RGPH 2019

13 RGPH 2019 op cit

14 RGPH 2019 op cit

15 Données sur les comptes nationaux de la Banque Mondiale et fichiers de données sur les comptes nationaux de l'OCDE.

16 Banque Mondiale, Avril 2023

17 Rapport national volontaire (2016-2022) du Burkina Faso

18 INSD: Note trimestrielle sur les statistiques du commerce extérieur Janvier 2023

19 Analyse IPC de la malnutrition aiguë, AOÛT 2021 – Juillet 2022

Des modes de production et de consommation non durables constituent les catalyseurs potentiels de la dégradation de l'environnement et du changement climatique. Cette situation affecte sévèrement les conditions de vie des populations et exacerbe les conflits.

Le changement climatique est étroitement lié aux inégalités économiques. Les habitants du Burkina Faso dépendent presque entièrement de la terre pour subvenir à leurs besoins. Environ 80% de la population trouve ses moyens d'existence dans la production agro-sylvo-pastorale, halieutique et faunique. Ces activités anthropiques accélèrent la dégradation des forêts et des sols et amplifient l'impact nocif du changement climatique.

Cependant, le Burkina Faso dispose d'un cadre institutionnel solide qui éclaire une gouvernance environnementale résiliente aux multiples défis susmentionnés. Le pays a initié une transition énergétique avec le développement de centrales solaires. Le financement alloué au changement climatique reste cependant faible.

1.5 Exclusion sociale

La crise sécuritaire, combinée au niveau record d'inflation enregistré en 2022, notamment la hausse des prix des denrées alimentaires, a engendré une dynamique à la hausse des niveaux de pauvreté au Burkina Faso et une dégradation des conditions de vie des populations dans les zones rurales et les régions affectées par l'insécurité. Au-delà de ces défis socio-économiques, le pays est également confronté à diverses crises (tensions intercommunautaires, conflits fonciers, problèmes de chefferie, problèmes intra et inter-religieux, incivisme et mouvements sociaux). Le risque d'effritement de la cohésion sociale et de la paix constitue une menace pour la stabilité du pays et la bonne marche des institutions républicaines. Pour parer à ce risque, le Gouvernement a entrepris des initiatives pour renforcer le dialogue intra et inter-religieux, intercommunautaire et avec les partenaires sociaux. Cela en vue de trouver des solutions durables aux problèmes liés au foncier et à la chefferie traditionnelle et garantir une cohésion sociale entre les communautés.

1.6 Paysage financier

La question de mobilisation des ressources pour le financement du plan national de développement et des ODD plus généralement demeure critique au regard des nombreux défis auxquels fait face le pays. Parmi les plus en vue, il faut noter la pression croissante exercée sur les finances publiques en raison de l'augmentation des dépenses de sécurité et de défense (28,4 % des dépenses publiques prévue en 2023) et l'inflation galopante (14,1%) qui sévit le renchérissement des prix des denrées alimentaires. L'état des finances publiques du pays est assez préoccupant, dans un contexte marqué par une dégradation de la note souveraine du pays, une baisse des appuis budgétaires fournis par les partenaires au développement et plus généralement un rétrécissement accru des financements extérieurs.

Ces nombreux défis fragilisent davantage l'économie nationale, déjà très dépendante de l'aide étrangère. L'aide publique au développement (APD) au Burkina Faso représente une part importante du budget de l'Etat: la part de l'APD dans le budget de l'Etat est passée de 15,4% en 2020 à 12,3% en 2021 avant de s'établir à 9,9% en 2022, enregistrant son niveau le plus faible sur les cinq dernières années. Toutefois, l'APD représente toujours une part significative du budget d'investissement de l'Etat, soit 35,5% des dépenses publiques en capital en 2022²¹.

Pour faire face à cette situation financière fragile, le pays a initié en 2022 l'élaboration du Cadre national de financement intégré (CNFI) pour le développement durable, visant à le doter d'une stratégie et des outils nécessaires pour la mobilisation de ressources financières publiques, privées, intérieures et extérieures requises pour la mise en œuvre de son agenda de développement. La première phase du processus d'élaboration du CNFI, conclu en 2022, a permis de faire une évaluation des enjeux, défis et perspectives du financement du développement dans le pays et de mettre en lumière les diverses opportunités de mobilisation de ressources dont le pays pourrait bénéficier pour combler son déficit de financement du développement.



CHAPITRE 2 : SOUTIEN DU SYSTÈME DE DÉVELOPPEMENT DES NATIONS UNIES AUX PRIORITÉS NATIONALES DE DÉVELOPPEMENT

2.1 Les quatre piliers du cadre de coopération

PILIER 01

Renforcer l'efficacité des institutions, assurer l'accès équitable à la justice pour tous et l'Etat de droit



PILIER 04

Prévenir les risques climatiques et renforcer la préparation aux urgences

PILIER 02

Créer les conditions pour une agriculture durable en vue de l'amélioration de la sécurité nutritionnelle & alimentaire et renforcer la résilience des populations



PILIER 03

Contribuer à l'éradication de la pauvreté multidimensionnelle



Depuis 2020, le pilier 4 a été absorbé dans le Plan de Réponse Humanitaire (HRP) et certaines activités sont intégrées dans le pilier 3, dans le cadre des activités liées à la prévention.

2.2 Aperçu des résultats du cadre de coopération

2022 a été marqué principalement par des changements institutionnels dus aux deux coups d'Etats, une instabilité sécuritaire, une amélioration de la propagation de la COVID-19 et les conséquences de la guerre russo-ukrainienne. Le Plan cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD) a continué à être mis en œuvre, en alignement avec les plans nationaux de développement (PNDES et PA-SD).

Les principaux résultats engrangés dans le cadre du PNUAD se présentent comme suit :

EN MATIÈRE DE SOUTIEN À LA SÉCURITÉ, À LA JUSTICE ET À LA COHÉSION SOCIALE :

Plus de 55 000

personnes, composées de civils, de Force de Défense et de Sécurité (FDS), de magistrats, d'humanitaires et de personnels UNDSS, ont été formées à la sensibilisation aux risques liés aux engins explosifs improvisés (EEI) et à la judiciarisation des preuves recueillies sur les champs d'opérations militaires et à la lutte contre la corruption ;

Plus de 17 500

personnes des zones cibles bénéficient d'un meilleur accès à la justice à travers la mise en place des cliniques juridiques ;

767 détenus,

dont 88 femmes et 115 mineurs, ont bénéficié d'assistance juridique à travers un dispositif d'aide légal mis en place au niveau des prisons ;

Plus de 1 500

acteurs communautaires ont été sensibilisés et formés sur l'engagement communautaire en matière de lutte contre le trafic illicite de drogues, la corruption, la relation entre les populations, la mission des FDS et des acteurs judiciaires et l'accès à la justice ;

748 membres

membres des structures locales de médiation et d'intercession ainsi que des organisations faitières des confessions et des autorités administratives et politiques ont été renforcées en techniques de plaidoyer, de prévention et de gestion des conflits et en promotion de la tolérance et du vivre ensemble.

1 014 jeunes

ont été formés sur les compétences de vie courante, la mobilisation sociale, la prévention et la gestion de conflits conformément aux Résolutions 1325 et 2250 des Nations Unies ;

60 cellules

de surveillance et d'alerte sur les discours de haine et de stigmatisation ont été mises en place.

EN MATIÈRE DE RELANCE ÉCONOMIQUE :

4 011 groupes

d'épargne (dont 84 534 membres composés à majoritairement de femmes et de jeunes filles) ont été créés et 307 196 965 FCFA d'encours d'épargne ont été mobilisés au sein de ces groupes d'épargne ;

53 647

femmes et jeunes filles ont reçu une éducation financière par le biais du digital et ont été financièrement intégrées dans le circuit formel de l'économie ;

277 097 100 FCFA de prêts

ont été accordés à 84 534 femmes membres de groupe d'épargne pour la réalisation des activités génératrices de revenus (AGR) ;

54 400

jeunes, adolescents et femmes ont été formés en éducation financière, gestion des AGR et en entrepreneuriat simplifié ;

700 femmes

ont bénéficié du soutien aux initiatives de promotion et de création des AGR et pour les besoins de subsistance à travers le transfert monétaire ;

Près de 11 000 hectares

de bas-fonds rizicoles et périmètres maraichers avec puits et système d'irrigation économe ont été aménagés au profit de producteurs agricoles ;

Plus de 8 200 hectares

de terres dégradées ont été restaurés à des fins agricoles et pastorales et 25 bassins d'eau ont été construits pour améliorer l'irrigation et l'alimentation du bétail ;

166 collaborateurs

d'une vingtaine de nationalités, dont 40,96% de femmes, ont été mobilisés par le Programme Volontaires des Nations Unies (VNU) en appui à 14 agences/entités de l'ONU.



EN MATIÈRE DE PROTECTION SOCIALE :

Plus de 230 700

écoliers ont bénéficié de rations alimentaires ;

Près de 140 600

enfants âgés de 6 à 59 mois et **57 000** femmes et filles enceintes et allaitantes souffrant de malnutrition aiguë modérée ont été pris en charge avec des aliments nutritifs spécialisés ;

Près de 130 000 enfants

âgés de 6 à 23 mois ont bénéficié dans le cadre de la prévention et la lutte contre la malnutrition chronique, de suppléments nutritionnels à base de lipides. ;

1,2 millions de personnes

ont bénéficié d'aide à travers la fourniture de rations alimentaires à 50% et 75 % et des rations CBT (Cash By Transfer) à 100 % ;

75 100 enfants

âgés de 6 à 23 mois et **55 660** femmes et filles enceintes et allaitantes ont bénéficié d'assistance en matière de prévention de la malnutrition ;

Plus de 115 000 femmes

victimes de fistules et de complications obstétricales ont été prises en charge et ont bénéficié de services du dispositif minimum d'urgence (DMU) ;

78 511 personnes

bénéficient d'un traitement antirétroviral.

Grâce à l'appui conjoint du SNU-BF et de ses partenaires, les groupes vulnérables, notamment les personnes déplacées internes (PDI), les femmes, les enfants, les personnes en situation de handicap et les personnes migrantes de retour sur le territoire ont bénéficié des opportunités de développement d'activités génératrices de revenus dans les secteurs de l'agriculture et du commerce et protection sociale accrue.

PILIER

01

RENFORCER L'EFFICACITÉ DES INSTITUTIONS, ASSURER L'ACCÈS ÉQUITABLE À LA JUSTICE POUR TOUS ET L'ÉTAT DE DROIT

En 2022, le SNU-BF a travaillé à l'atteinte des objectifs de ce pilier en alignement avec ceux du Gouvernement à travers différentes actions menées. L'expertise technique et financière a donc été déployée pour soutenir le renforcement des capacités institutionnelles et des acteurs dont quelques actions et résultats sont énumérés ci-dessous :



+17 500

personnes des zones cibles ont bénéficié d'un meilleur accès à la justice à travers la mise en place de deux nouvelles cliniques juridiques, portant le nombre de cliniques fonctionnelles à 5 dans cinq régions.



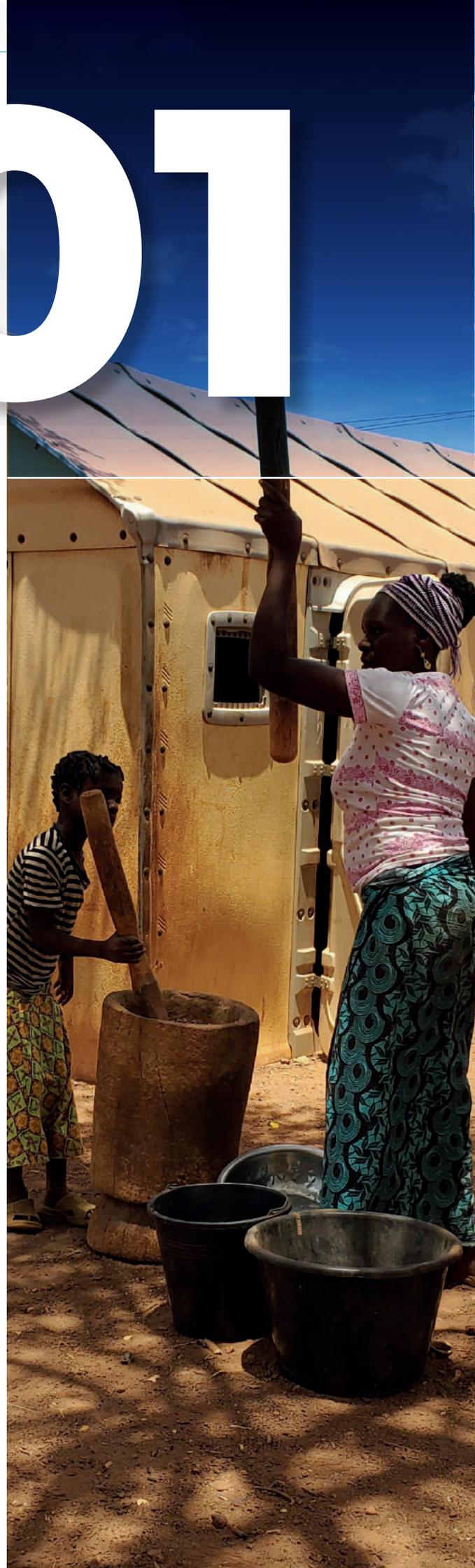
+32 000

membres de communautés et 1 900 humanitaires ont bénéficié de sessions d'éducation aux risques et 260 humanitaires et personnels du Département de la sûreté et de la sécurité des Nations Unies au Burkina Faso (UNDSS) ont été formés à la sensibilisation sur la menace posée par les EEI.



+55 000

personnes composées de civils, de Force de Défense et de Sécurité, d'humanitaires et de personnels de l'UNDSS ont été formés à la sensibilisation aux risques liés aux engins explosifs improvisés.





Dans le cadre de la **protection des droits humains** dans un contexte de crise, l'appui technique et financier du SNU-BF a permis au Burkina Faso de se conformer à ses engagements au plan international sur la protection des droits humains, en produisant six rapports dus²², et de renforcer les capacités techniques des FDS ainsi que les infrastructures et équipements pour une meilleure couverture sécuritaire du maillage territorial et une réponse plus adéquate aux demandes des populations. A cela s'ajoute l'installation de 6 portiques de désinfection contre la COVID-19 au niveau des établissements pénitentiaires et des juridictions, de même que des machines de couture pour la production de masques en milieu carcéral.

Une campagne de communication pour susciter des candidatures féminines pendant les recrutements aux différents corps des FDS et de la justice a été également organisée. Dans la même lancée, le Burkina Faso a reçu le Prix Genre du G5 Sahel qui a été initié par le G5 Sahel avec l'appui du SNU-BF.

En outre, cet appui a permis le renforcement des capacités de budgétisation sensible au genre des cadres administratifs et des Forces de Sécurité Intérieure (FSI) du Ministère de l'Administration territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité (MATDS) par l'appropriation du référentiel de principes et standards et des mécanismes d'application ainsi que le renforcement des capacités de prise en charge des victimes des violences basées sur le genre (VBG) à travers un processus d'élaboration d'un curriculum de formation de base pour la Police et la Gendarmerie et de suivi de curriculums des formations spécifiques.

Grâce au Programme Cohésion sociale, Sécurité et Etat de droit (COSED), plus de **17 500** personnes des zones cibles ont bénéficié d'un meilleur accès à la justice à travers la mise en place de deux nouvelles cliniques juridiques, portant le nombre de cliniques fonctionnelles à 5 dans cinq régions.

Aussi, grâce au dispositif d'assistance juridique, animé par dix volontaires des Nations Unies paravocats et déployés au niveau des établissements pénitentiaires de Bobo-Dioulasso, Fada N'Gourma et Ouagadougou, 767 détenus, dont 88 femmes et 115 mineurs, ont bénéficié d'aide juridique, à travers 2 219 entretiens avec les détenus, dont 125 mineurs et 135 femmes, et 302 entretiens réalisés avec les autorités judiciaires.

A cela s'ajoute le renforcement de capacités de **40** femmes membres des structures locales de médiation et d'intercession des 13 régions ainsi que **708** membres des organisations faïtières des confessions et des autorités administratives et politiques des 12 régions du pays en techniques de plaidoyer, de prévention et de gestion des conflits et en promotion de la tolérance et du vivre ensemble. Cela pour accroître leur contribution dans les actions de prévention et de gestion des conflits communautaires. En matière de renforcement de l'engagement communautaire dans la lutte contre le trafic illicite de drogue, la corruption, la relation entre les populations, les FDS et les acteurs judiciaires et l'amélioration de l'accès à la justice, **8** VNU Communautaires ont été déployés dans **huit** communes.

Le projet de préparation aux désastres et crises sanitaires et réponse d'urgence aux problèmes critiques d'accès aux soins de santé primaires des populations affectées par la crise humanitaire au Burkina Faso a contribué au renforcement des capacités des acteurs institutionnels dans le secteur de la santé et dans les régions les plus affectées par la crise humanitaire, pour être préparés et pouvoir répondre efficacement aux risques et chocs, incluant les désastres et les crises sanitaires dans le pays.

Pour atténuer la menace que représentent les engins explosifs improvisés (EEI) pour les communautés, plus de **32 000** membres de communautés et **1 900** humanitaires ont bénéficié de sessions d'éducation aux risques et **260** humanitaires et personnels du Département de la sûreté et de la sécurité des Nations Unies au Burkina Faso (UNDSS) ont été formés à la sensibilisation sur la menace posée par les EEI. Pour répondre au besoin de protection aussi bien des civils que des FDS, environ **700** personnels FDS ont été formés en fouille opérationnelle, enquête post-explosion, gestes de premiers secours et neutralisation et destruction d'engins explosifs. Dans six régions, la chaîne de commandement a bénéficié de sensibilisation à la menace des EEI.

En 2022, dans le cadre du programme de renforcement de la santé publique aux frontières, 5 dispositifs WASH ont été appuyés dans les régions du Sahel, de l'Est, du Centre-Est, du Centre-Sud et des Cascades pour prévenir les maladies à potentiel épidémique de portée transnationale.

²² Examen périodique universel -- EPNU et des organes des traités, Convention pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées, Pacte International sur les droits économiques, sociaux et culturels -- PIDESC, Pacte international relatif aux droits civils et politiques -- PIDCP, et Commission africaine des droits de l'homme et des peuples -- CADHP

Dans ce cadre, **09** modules de formation qui prennent en compte les questions de droits de l'homme et du genre (COVID-19, détection des maladies, rôle et protection des agents de première ligne) ont été développés. Deux manuels de procédures standards opérationnelles ont été élaborés et mis à la disposition des acteurs étatiques pour la gestion des épidémies aux frontières et dans les milieux carcéraux.

Dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, **06** chaînes de commandement régionales et plus de **55 000** personnes composées de civils, de Force de Défense et de Sécurité, d'humanitaires et de personnels de l'UNSS ont été formés à la sensibilisation aux risques liés aux engins explosifs improvisés. **375** personnels, **17** équipes de Force de sécurité intérieure (FSI) et **20** formateurs FDS ont également été formés en fouille opérationnelle avancée, en enquête post-explosion et premiers secours et équipées de kits.

Aussi, pour une meilleure efficacité dans le traitement des dossiers liés aux affaires terroristes, le SNU-BF a accompagné le développement de procédures opérationnelles standardisées (POS) sur le recueil, la préservation et le partage des informations collectées dans les zones de conflit par le personnel militaire.

480 agents de santé et acteurs communautaires ont bénéficié de renforcement de capacités sur la gestion massive des blessés, du stress et du soutien psycho-social et la surveillance des maladies à potentiel épidémique.

Dans la même veine, des appuis ont été apportés au Conseil national de secours d'urgence et de réhabilitation (CONASUR) et aux Comités régionaux de secours d'urgence (CORESUR) dans l'élaboration

des plans de contingence sur la préparation des populations à la prévention et à la préparation et réponse aux crises humanitaires dans les régions frontalières (Hauts Bassins, Cascades et Boucle du Mouhoun).

Trois coordinations communales de sécurité ont été renforcées dans la région des Cascades dans l'élaboration des plans de co-production de sécurité triennaux. Des exercices de grandeurs natures ont été simulés pour permettre aux populations et autorités de tester leur résilience et leur capacité en cas de crise.

En outre, le SNU-BF a contribué à l'amélioration de l'accès aux services sociaux de base (éducation, santé et eau potable) à travers des appuis en construction et/ou réhabilitation d'une vingtaine d'infrastructures dans les régions du Sahel et du Centre-Nord. Aussi, plus de **500** jeunes ont bénéficié d'opportunité de formation qualifiante dans des secteurs porteurs en vue de favoriser leur insertion socio professionnelle. Au niveau local, des actions de formation et de sensibilisation dans sept communes, dans l'Est, le Sahel et le Centre-Nord, ont visé la promotion de la gouvernance inclusive et de la cohésion sociale. Des soutiens techniques et matériels ont été apportés aux structures de l'Etat en charge de la prévention et de la gestion des conflits communautaires tant au niveau central que déconcentré.

En 2022, **294** migrants de retour dans leur terroir ont bénéficié d'assistance au retour volontaire et à la réintégration dans leurs communautés d'origine. Par ailleurs, la construction d'un centre d'accueil et de prise en charge des migrants de retour a été démarré.



© UNFPA Burkina Faso - Pélagie Nabolé

PILIER

QUALITÉ, CADRE DE VIE ET ACCÈS ÉQUITABLE AUX DROITS SOCIAUX

02

L'atteinte des objectifs de ce pilier a permis l'amélioration des services sociaux de base et l'autonomisation des femmes. Le SNU-BF a accompagné le Burkina Faso pour assurer l'accès et le maintien à des services sociaux de base à beaucoup d'enfants et de personnes vulnérables. Cet accompagnement a permis d'obtenir des résultats clés suivants :



Au total **568 413**

bénéficiaires ont eu accès aux soins de santé curatifs, préventifs et promotionnels, incluant les femmes, les jeunes filles et les adolescentes, ainsi que la mise à disposition des médicaments et matériels medicotechniques, y compris les intrants de laboratoires, facilitant l'offre des soins de santé sexuelle et reproductive dans **49** formations sanitaires et **24** laboratoires d'analyse COVID -19.



30 000

nouveau-nés pris en charge, dont **2 500** ont bénéficié de Soins Maternels Kangourou.



+160 000

enfants, filles, femmes enceintes et allaitantes déplacées internes ont bénéficié de rations nutritives de protection, de suppléments en vitamine A, en fer et déparasitage. Près de **140 600** enfants âgés de 6 à 59 mois et **57 000** femmes et filles enceintes et allaitantes souffrant de malnutrition aiguë modérée ont été pris en charge avec des aliments nutritifs spécialisés.



Dans le cadre de la promotion de l'accès à l'assainissement, **27** communautés ont été certifiées FDAL²⁴ et **20** établissements ont bénéficié de soins de santé avec des services de base WASH, permettant ainsi de lutter contre les maladies liées à l'hygiène.

La mise en œuvre du projet de réponse à la crise alimentaire dans le Sahel central a contribué à la prévention de la malnutrition chez **5 900** enfants âgés de 6 à 23 mois et **3 600** personnes vivant avec le VIH/SIDA grâce à la distribution de bons. Cette action a été combinée à des activités de communication sur le changement social et comportemental sur la nutrition et les bonnes pratiques alimentaires, touchant près de **60 000** personnes.

Dans le cadre de la lutte contre la malnutrition, plus de **160 000** enfants, filles, femmes enceintes et allaitantes déplacées internes ont bénéficié de rations nutritives de protection, de suppléments en vitamine A, en fer et déparasitage. Près de **140 600** enfants âgés de 6 à 59 mois et **57 000** femmes et filles enceintes et allaitantes souffrant de malnutrition aiguë modérée ont été pris en charge avec des aliments nutritifs spécialisés.

Près de **130 000** enfants âgés de 6 à 23 mois ont également bénéficié, dans le cadre de la prévention et la lutte contre la malnutrition chronique, de suppléments nutritionnels à base de lipides.



PILIER

CROISSANCE INCLUSIVE DURABLE, EMPLOIS DÉCENTS ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

03

Quelques résultats de l'appui multiforme du SNU-BF à l'atteinte des objectifs de ce pilier sont énumérés ci-dessous.



277 097 100 FCFA



de prêts ont été accordés à **84 534** femmes membres de groupes d'épargne pour la réalisation des activités génératrice de revenus en vue d'assurer la sécurité alimentaire de leur ménage et surtout les besoins sociaux économiques du ménage.

11 000 ha

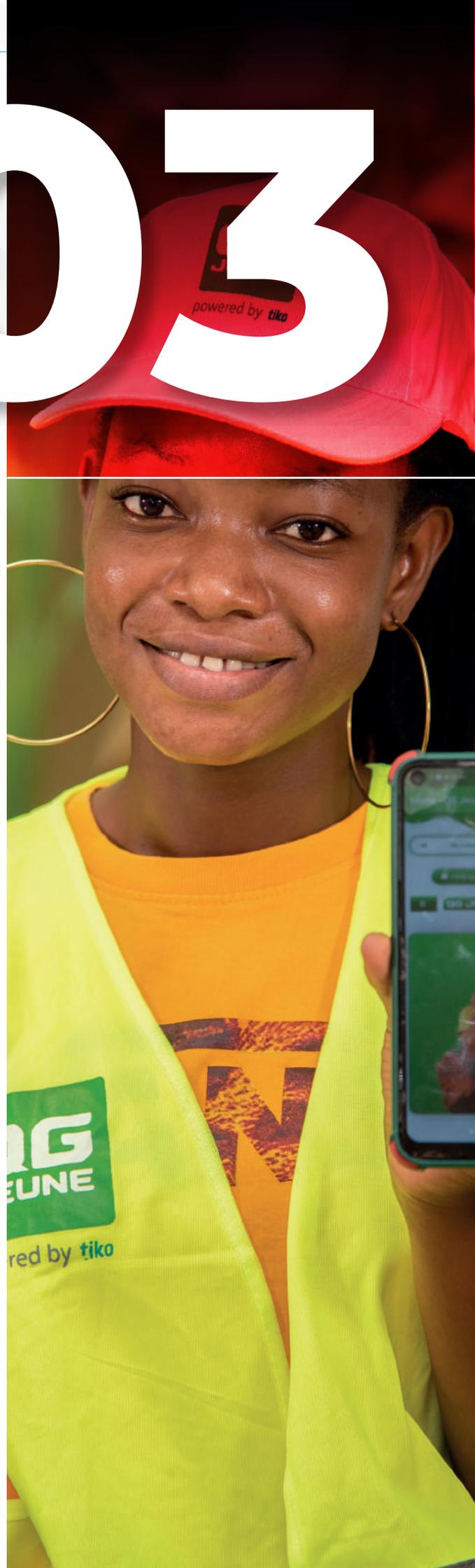


de bas-fonds rizicoles et sites maraîchers ont été mis en valeur au profit de 869 producteurs, qui ont bénéficié de **15,7** tonnes de semences vivrières et 60 tonnes d'engrais NPK.

1,3 million



de personnes ont bénéficié d'une aide d'urgence inconditionnelle, composée de vivres en nature et de transferts monétaires ou mixtes, pour les aider à satisfaire leurs besoins alimentaires et nutritionnels de base.





Dans le cadre du Programme d'appui à la résilience économique et climatique des populations au Burkina Faso à travers les innovations financières et digitales (PARI), **206** agents communautaires ont bénéficié de formation sur la méthodologie épargnée pour le changement pour créer et structurer les groupes d'épargne dans les villages. Ainsi, **4 011** groupes d'épargne ont été créés, dont **84 534** membres composée majoritairement de femmes et de jeunes filles, et **307 196 965 FCFA** d'encours d'épargne mobilisés au sein des groupes d'épargne. **277 097 100 FCFA** de prêts ont été accordés aux **84 534** femmes membres de groupes d'épargnes pour la réalisation des activités génératrice de revenus en vue d'assurer la sécurité alimentaire de leur ménage et surtout les besoins sociaux économiques du ménage.

Dans le cadre du développement économique local, près de **700** femmes ont bénéficié du soutien aux initiatives de promotion et de création des activités génératrices des revenus et pour les besoins de subsistance à travers le transfert monétaire.

L'appui à la mise en œuvre des activités génératrices de revenus au profit des femmes porteuses de projets a permis de mobiliser **24,4 millions de FCFA** pour le financement de **280** femmes porteuses de projets générateurs de revenus.

De même, **600** personnes issues des communautés d'accueil et de retour ainsi que de personnes déplacées internes ont bénéficié de formation technique et en

entrepreneuriat et de kits d'installation pour initier des AGR dans les régions du Centre-Nord et Sahel.

Dans le cadre de l'accroissement de l'autonomisation économique et du leadership des adolescents et jeunes, **54 400** femmes, jeunes et adolescents ont été formés en éducation financière, en gestion des AGR et en entrepreneuriat simplifié.

Pour l'amélioration de la résilience aux changements climatiques, **11 000** hectares de bas-fonds rizicoles et sites maraichers ont été mis en valeur au profit de 869 producteurs, qui ont bénéficié de **15,7** tonnes de semences vivrières et 60 tonnes d'engrais NPK. **500** producteurs ont également bénéficié de 35 kg de semences maraichères pour la production maraichère. **1 980** ménages vulnérables ont également bénéficié de distribution de semences et de fumure organique pour la production végétale. Toutes les interventions ont été accompagnées d'appuis conseil de proximité.

Pour ce qui est de l'appui au relèvement économique et à la résilience des ménages pastoraux et agropastoraux affectés par les aléas climatiques et les crises sécuritaire et sanitaire, dues à la pandémie de la COVID-19, à travers la conduite du petit élevage et de l'embouche, **100** producteurs de volailles locales améliorées ont bénéficié de **1 100** têtes de volailles, d'abreuvoirs et de mangeoires pour volailles et **100** producteurs de porcs ont bénéficié de **300** têtes de porcs et 15 tonnes d'aliments pour les porcs.

Dans le cadre de la réponse d'urgence et d'appui à des populations vulnérables dans les zones à risque du Burkina Faso, **48 584** ménages vulnérables ont été appuyés avec une enveloppe de plus de **2,82 milliards de francs CFA** pendant la période de soudure pour améliorer leurs situations alimentaires et protéger leurs moyens de subsistance. Le soutien à l'amélioration de la situation alimentaire et la protection des moyens de subsistance des PDI a permis de mobiliser **621,7 millions de FCFA** pour appuyer **9 485** ménages bénéficiaires au cours de l'année 2022, à travers un cash d'urgence afin de soutenir la situation alimentaire des PDI et les populations hôtes.

L'appui à la récupération des terres dégradées et à la réalisation des travaux d'intérêts communs a permis de mobiliser **38,4 millions de FCFA** au profit de **1 200 personnes** pour réaliser des travaux de récupération des terres dégradées dans leurs champs et également des travaux d'intérêts communs. Environ **43 182** ha de terres ont été soumis à une gestion résiliente au climat et **14 496** ha de bassins versants protégés.

Face aux nouvelles vagues de déplacements de la population, le CONASUR a bénéficié d'un soutien continu afin de fournir une assistance immédiate aux personnes nouvellement déplacées. Dans le cadre de ces interventions de réponse rapide, plus de **400 000** nouvelles personnes déplacées ont bénéficié d'aide à travers la fourniture de rations alimentaires à 100% pour couvrir entièrement les besoins caloriques quotidiens minimums des bénéficiaires pendant une période de 15 jours. Pendant la période de soudure 2022, **1,2 million** de personnes a bénéficié d'aide à travers la fourniture de rations alimentaires à 50% et 75% et des rations CBT à 100% pendant une période de quatre mois.

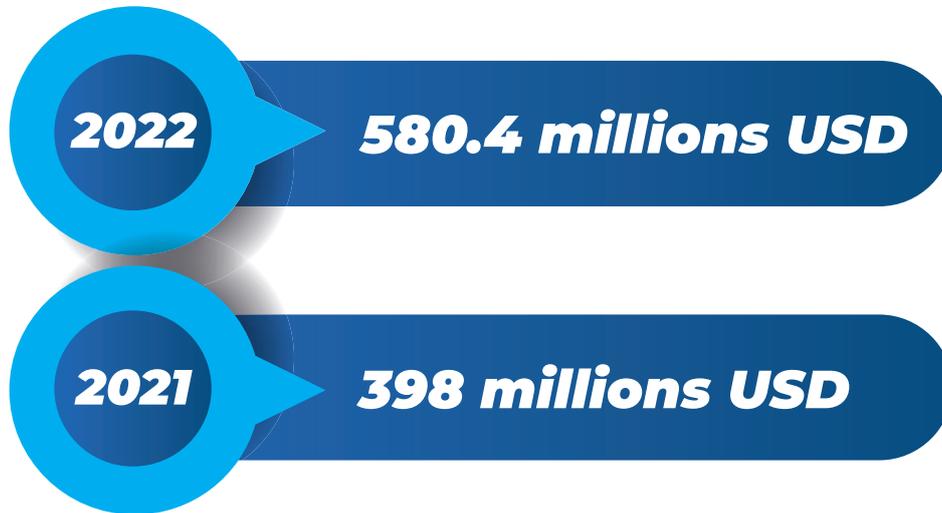
1,3 million de personnes ont bénéficié d'une aide d'urgence inconditionnelle, composée de vivres en nature et de transferts monétaires ou mixtes, pour les aider à satisfaire leurs besoins alimentaires et nutritionnels de base.



2.3 Aperçu financier et mobilisation des ressources

2.3.1. Aperçu financier

Le Système des Nations Unies au Burkina Faso a mobilisé en 2022 un financement total de 580.4 millions USD contre 398 millions USD en 2021, soit une hausse de 46% en termes de mobilisation de ressources. Le taux d'exécution financière en 2022 a été de 61%, soit près de 355.4 millions USD dépensés.



2022	
 Montant mobilisé (US\$)	580,4 M
 Montant dépensé (US\$)	355,4 M

Source : Résultats de l'analyse de données collectées auprès des agences SNU-BF

A un niveau plus désagregé, la répartition des fonds dépensés par ODD, à travers la mise en œuvre des projets et programmes en 2022, fait ressortir une prédominance des ODD 1, 2, 3, 5, 16, et 17 dans les flux de financements reçus. Ces six ODD ont attiré l'essentiel du montant dépensé par le SNU-BF en 2022, soit **89.4 %** du total des fonds dépensés.

49.2 % des fonds dépensés sont allés vers l'ODD 2 sur l'éradication de la faim et la sécurité alimentaire. L'ODD 3 (santé), l'ODD 16 (paix), l'ODD 1 (pauvreté), l'ODD 5 (genre), et l'ODD 10 (inégalités) ont quant à eux attiré respectivement **12.6 %**, **5.7 %**, **5 %**, **4.7 %** et **2.2 %** des fonds dépensés.

Les partenariats (ODD 17), tant à la fois inter-agences SNU-BF qu'avec les partenaires extérieurs, a représenté **12.2 %** des financements en 2022, démontrant ainsi la mise en œuvre effective de cet ODD par le SNU au Burkina Faso.

LA RÉPARTITION DES FONDS DÉPENSÉS PAR ODD EST REPRÉSENTÉE PAR LE GRAPHIQUE CI-DESSOUS.

Graphique 1 : Répartition des dépenses du SNU-BF par ODD

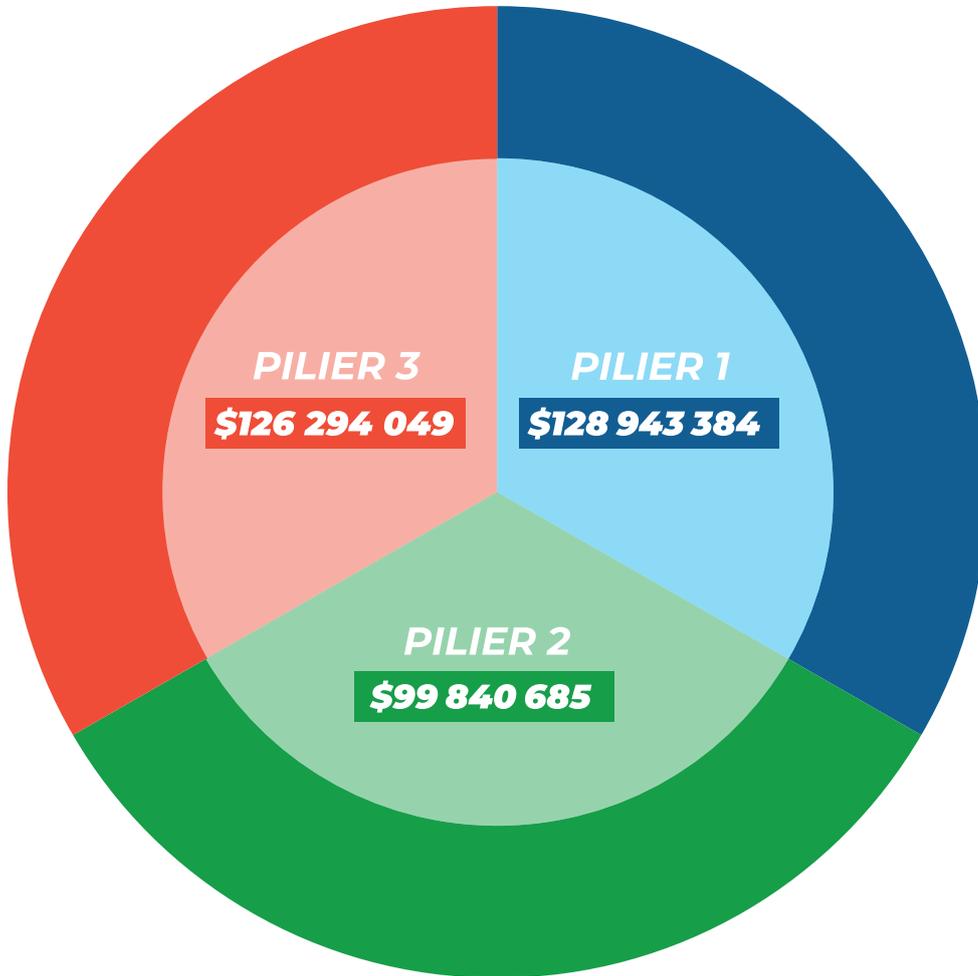


Source : Résultats de l'analyse de données collectées auprès des agences SNU-BF



En termes d'atteinte des objectifs par pilier du PNUAD, le **pilier 1** a reçu plus de fonds avec **36.3%** du montant total des dépenses, ensuite le **pilier 3** avec **35.6%** et le **pilier 2** avec **28.1%** du montant total dépensé. Le graphique ci-dessous illustre la répartition du montant total dépensé par pilier.

Graphique 2 : Répartition des dépenses du SNU par pilier du PNUAD



Source : Résultats de l'analyse de données collectées auprès des agences SNU-BF





2.3.2. Mobilisation des ressources

Le contexte sociopolitique et sécuritaire, caractérisé par des besoins humanitaires, économiques, sociaux et sécuritaires immenses et sous-financés, couplés aux perturbations générées par la guerre russo-ukrainienne, a eu un impact sur la mobilisation de fonds requis. Cela a eu des conséquences sur l'aide au développement et les priorités des donateurs, qui a impacté la capacité de l'Equipe-pays des Nations Unies à mobiliser toutes les ressources nécessaires pour la mise en œuvre du plan cadre de coopération.

Les fonds mobilisés par le SNU-BF en 2022 (**580.4 millions USD**) proviennent essentiellement de ses cinq plus grands donateurs que sont : l'Union européenne (**84.8M**), l'Allemagne (**82M**), les Etats Unis (**75.2M**), le Canada (**72.3M**) et le Gouvernement du Burkina Faso (**72.1M**).

Union européenne **84.8M**

Allemagne **82M**

Les Etats Unis **75.2M**

Canada **72.3M**

Gouvernement du Burkina Faso **72.1M**

Il est à noter également qu'une part importante du financement reçu par le SNU-BF en 2022, soit 18.6% du financement total reçu, est faite des financements inter-agences, dans le cadre de mise en œuvre conjointe de projets, matérialisant ainsi l'approche ONE UN préconisée par le leadership.

Le SNU au Burkina Faso a bénéficié également en 2022 des financements de quelques fonds mondiaux tels que le Peace Building Fund (11.3M), le Contingency Fund for Emergencies – CFE (9.3M), le Fonds central d'intervention pour les urgences humanitaires – CERF (4.2M) et le Fonds pour l'environnement mondial – FEM (2.4M).

La liste des bailleurs de fonds du SNU en 2022 inclut des partenaires du secteur privé, dont la société minière IAMGOLD Essakane SA, qui a octroyé un financement de 1.8M au SNU en 2022.

LISTE DES ACRONYMES

AGR : activité génératrice de revenus

BAD : Banque africaine de développement

BOS : Business Operation Strategy

CADHP : Commission africaine des droits de l'homme et des peuples

CBT : Cash By Transfer

CCA : Common Country Analysis (Analyse Commune de Pays)

CPD : Country Programme Document

CEDAW : Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination Against Women

CEDEAO : Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest

CIPD : Conférence internationale sur la population et le développement

CONASUR : Conseil national de secours d'urgence et de réhabilitation

COSED : Cohésion sociale, Sécurité et Etat de droit

COVID-19 : Maladie à Coronavirus 2019

EEI : Engin explosif improvisé

EPU : Examen périodique universel

FCFA : Franc des colonies françaises d'Afrique

FDAL : Fin de défécation à l'air libre

FDS : Force de Défense et de Sécurité

FSI : Forces de Sécurité Intérieure

GR : Groupe de référence

GT : Groupe de travail

GTC : Groupe de travail Communication

GTG : Groupe de travail Genre

GTPS : Groupe de travail en Planification stratégique

GTSE : Groupe de travail de Suivi-évaluation

HCT : Humanitarian Country Team

HDP : Humanitaire-Développement-Paix

HRP : Humanitarian Response Plan

IFI : Institutions financières internationales

MAM : Malnutrition aiguë modérée

MAS : Malnutrition aiguë sévère

MATDS : Ministère de l'Administration territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité

MILDA : Moustiquaire imprégné à longue durée d'action

NPK : Nitrogen Phosphorus Potassium (Azote Phosphore Potasse)

ODD : Objectifs de développement durable

OMT : Operation Management Team

ONU : Organisation des Nations Unies

PA-SD : Plan d'action pour la stabilisation et le développement

PDI : Personnes déplacées internes

PIB : Produit intérieur brut

PIDCP : Pacte international relatif aux droits civils et politiques

PIDESC : Pacte international sur les droits économiques, sociaux et culturels

PISA : Programme international pour le suivi des acquis des élèves

PNDES : Plan national de développement économique et social

PNUAD : Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement

PTA : Plan de travail annuel

PTF : Partenaires techniques et financiers

SBCC : Communication sur le changement social et comportemental

SA : Société Anonyme

SMK : Soins maternels Kangourou

SNU : Système des Nations Unies

UNCT : United Nations Country Team

UNDAF : United Nations Development Assistance Framework

UNIDAP : United Nations Interim Development Action Plan

USAID : United States Agency for International Development

USD : United States Dollar

VBG : Violences basées sur le genre

VIH : Virus de l'immunodéficience humaine

WASH : Water, Sanitation and Hygiene (Eau, Assainissement, et Hygiène)







NATIONS UNIES
BURKINA FASO



Bureau du Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies
Immeuble des Nations Unies | Koulouba | 01 BP 575 Ouagadougou 01 | Burkina Faso
Email: rc-bf@un.org / Tél: (+226) 25 49 06 10 / Site internet: burkinafaso.un.org
Facebook: UN.BurkinaFaso / Twitter: @onubf

